

## INTERVENTION MEETING « Expertiser n'est pas soigner »

### Table ronde Financements

Julia Duplessy, infirmière aux Hôpitaux de Saint Maurice, adhérente CGT et membre du collectif pour l'avenir des Hôpitaux Saint Maurice et les Murets

Cette intervention va être un témoignage de ma pratique militante.

L'hôpital est sous financé, sa destruction est savamment orchestrée et nous voyons les rationalisations à l'oeuvre de manière accélérée. Fusion des hôpitaux (pour ce qui est de nos hôpitaux Les hôpitaux Saint Maurice- dont Esquirol pour la psychiatrie- a fusionné avec Les Murets il y a 2 ans), mise en application de la réforme du financement de la psychiatrie depuis janvier dernier : le travail de saisie des actes devient un enjeu de pression et de désorganisation visible au quotidien pour les soignants et secrétaires.

Mais aussi, pour ce qui concerne les HPEVM (hôpitaux Paris Est Val de Marne) un projet de restructuration immobilière d'ampleur qui va endetter les HPEVM à hauteur de 200 millions d'euros. Les HPEVM soignent en psychiatrie 17 % de la population parisienne, 40 % du Val de Marne.

Le but avancé de ce projet : optimiser les flux. En effet l'hôpital est sur une colline, alors la direction va jusqu'à dire que c'est un frein à la circulation des patients et des soignants, du matériel. Et elle pense davantage à la possibilité de circuler des camions de livraisons dans l'hôpital qu'à la manière dont on soigne.

Concrètement,

la partie basse d'Esquirol doit être cédée en bail emphytéotique pour une bouchée de pain au privé lucratif (pépinière d'entreprise, logement, centre de formation haut standing), et deux nouveaux bâtiments d'une surface 3 fois moins grande construits sur une parcelle boisée classée de l'hôpital (à côté de la rééducation et non plus du côté « psychiatrie ») pour reloger les services.

Nous avons créé il y a bientôt 3 ans, à partir d'un travail d'enquête de la CGT HSM restitué au public, un collectif rassemblant syndicat CGT, élus, patients, soignants, habitants du territoire, association de défense de l'environnement, pour se battre contre le projet de construction de bâtiments neufs, et demander la rénovation des bâtiments actuels : pour des raisons écologiques (le maintien des arbres et la non artificialisation des sols), pour des raisons cliniques (avoir des patios extérieurs pour pouvoir déambuler dehors dans le service pendant l'hospitalisation est indispensable), mais aussi pour des raisons financières.

En effet ce projet coute 308 millions d'euros, et l'Etat (via l'ARS) ne le finance qu'à hauteur de 30 %. L'hôpital décide de céder 26 000 m<sup>2</sup> d'Esquirol pour un montant de 13 millions d'euros (86 cts du mètre carré), c'est à dire rien du tout par rapport à la somme nécessaire au projet. Mais il va surtout devoir recourir à l'emprunt massivement et la variable d'ajustement sera la masse salariale. D'où les rationalisations que nous voyons déjà à l'oeuvre depuis la fusion : rationalisation du travail de secrétaires (audit), des approvisionnements en matériel (aussi basique que des draps), ou encore le manque de liquidités pour les régies, essentielle pour financer par exemple les activités en hôpital de jour : nous avons maintenant très peu de liquidité en stock à la régie, des ateliers ne peuvent parfois pas se dérouler. « Tout ce qui est stocké coûte cher », selon cette nouvelle économie à l'hôpital, il faut que l'argent « travaille ». Nous avons des e-card où l'on peut dépenser dans certaines enseignes seulement, et dont l'usage au quotidien nous pose tout un tas de tracas.

Mais au sujet de finances, je voudrais parler de choses plus réjouissantes.

Avec le collectif, nous avons lancé un recours juridique contre le projet immobilier, il y a 2 ans, à plusieurs requérants : syndicats, élus de différentes communes prises en charge par l'hôpital, France nature environnement.

La facture des frais d'avocats du recours est de 6 000 euros.

C'est une petite somme à trouver, une petite somme qui nous fait nous mobiliser, et surtout, qui nous tient ensemble tous différents que que sommes, qui nous tient ensemble malgré les frottements et nous fait travailler, dans le bon sens du terme.

En terme d'actions du collectif, outre le recours juridique, nous diffusons nos tracts sur les marchés pour informer la population, dans les communes du secteur, au plus proche de là où vivent nos militants. Le secteur est une vraie force pour une lutte comme celle-ci alliant élus, citoyens patient.

Avec l'outil syndical, j'ai une décharge qui me permet de tenir sur la durée (le temps syndical : un outil indispensable dans la lutte de long terme). Je passe dans les services sur mes heures syndicales pour prendre le temps d'échanger avec les collègues, notamment dans les extras éparpillés sur le territoire. Je suis aussi beaucoup en lien avec l'union locale CGT Ivry Charenton Saint-Maurice Alfortville Maison-Alfort, permettant de faire connaître la situation de l'hôpital auprès de l'interprofessionnelle, et j'ai des formations syndicales.

Aussi, notre collectif est adhérent à la coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, nous permettant d'avoir connaissances des autres luttes en France, et du travail d'analyse et de propositions que cette coordination fait depuis plus de 20 ans.

Au niveau local, nous faisons des soirées publiques d'information soutenus par des associations et militants de nos secteurs géographiques.

Et pour ce qui est de récolter des sous, nous avons une cagnotte en ligne sur notre blog, et nous faisons des actions.

Ainsi, nous avons fait deux repas de soutien à la cantine de La Pagaille : à cette occasion, j'ai la bonne surprise de voir une collègue de l'hôpital, non syndiquée, qui ne participe pas aux réunions du collectif mais qui là est heureuse de mettre la main à la pâte en préparant le repas.

Grace aux liens de résistance créées depuis plusieurs années nous mettons en commun notre force avec le collectif des semaines de la folie ordinaire franciliennes qui existe depuis 2018, et nous a proposé de soutenir notre lutte en organisant un concert de soutien ensemble à la Parole Errante de Montreuil en octobre dernier dans le cadre des semaines de la folie ordinaire.

Ces initiatives nous rapportent des sous, mais nous permettent aussi de sortir des simples réunions et paroles, de faire ensemble, dans des ambiances festives et conviviales qui donnent envie de continuer, et de porter les luttes de la psychiatrie auprès de personnes qui n'en entendent ordinairement pas parler.

Ce n'est pas fini, il nous reste un peu moins de la somme à récolter ensemble, il nous reste pleins de coins des secteurs de l'hôpital où ne sommes pas encore allés. Nous avons de la matière à continuer de faire ensemble, à rencontrer de nouvelles personnes, de proche en proche.

De proche en proche aussi, le fait de tenir dans la durée et l'outil syndical nous permet de mettre en place des solidarités, notamment pour la Fondation Vallée où l'ARS vient de fermer 60 lits d'hospitalisation.

Nous nous dirigeons vers l'organisation d'une soirée publique à échelle du département sur la psychiatrie.

Pour finir, je dirais que bien que l'état de la psychiatrie et le budget de la santé s'amenuisent, en étoffant nos tissus militants à échelle locale ( le secteur est notre allié), on trouve des ressources parfois inattendues.

Aussi, mobiliser la diversité des pratiques militantes, pour que chacun y trouve son compte nous permet de nous renouveler.

Nous sommes dans une course de fonds, nous avons besoin de ressources : d'argent et de diversité.